



- 05** Édito : De l'indignation à l'indignité
Alain Detilleux & Julie Ben Lakhal
- 06** Le Bidochon du trimestre : Gérard Darmanin
Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord (sans bas de soie)
- 08** Interview : Samuel Thomas. Délégué Général de la Fédération Nationale des Maisons des Potes
Julie Ben Lakhal
- 12** Quand la fiction délie les langues !
PhiloCité
- 15** Utiliser la pédagogie active lors d'une « visio-formation »
Cocréactive
- 16** Sondage : « Jeunes et confinement »
Latitude Jeunes
- 20** Rencontre avec Julie Ben Lakhal, au cœur de la Fédération ProJeunes
TYN
- 22** Le Corona, les Jeunes et OXY
OXYJeunes
- 26** Syrie: Loin des yeux de l'Occident, depuis 2011
Alain Van Haverbeke - revue Zéro
- 30** Covid-19 et Enseignement : Chronique d'un chaos annoncé
- 36** Les femmes, premières victimes de la crise sanitaire, en Bolivie
SoiSoc



Rédacteur en chef
Alain Detilleux

Présidente
Dorota Golik

Secrétaire générale
Julie Ben Lakhal

Coordinateur de projets
Nicolás Fernandez

Chargée de formations
Delphine Gantois

Assistante de formations
Catherine Barette

Coordination,
Infographie et Mise en page
Alain Detilleux

Logistique et communication
Francine Delfosse

Secrétariat
Marielle Delbaere

Rédaction de Pro J
ProJeuneS asbl
bd de l'Empereur 15|3
1000 Bruxelles

T. 02 513 99 62
F. 02 502 49 47

edition@projeunes.be
projeunes.be
facebook.com/projeunes

Retrouvez ce numéro en ligne :



Les propos tenus dans les textes relèvent
de l'entière responsabilité de leurs auteurs.

Nous remercions sincèrement tous les intervenants
extérieurs qui ont apporté leur contribution à ce numéro.

Il y a tout juste dix ans, la Tunisie connaissait une Révolution populaire qui devait la débarrasser de la dictature de Zine el-Abidine Ben Ali. Cette révolution, surtout investie par la jeunesse, a pris dans les médias le nom de « Révolution du Jasmin », mais pour les Tunisiens, elle a surtout été inscrite dans leur histoire comme la « Révolution de la Dignité » ! Simplement, parce que le mouvement qui a mené à cette Révolution et à la chute du pouvoir en place, s'ancrait avant tout dans la défense de l'honneur d'un simple citoyen, Mohamed Bouazizi, qui, en s'immolant par le feu, en place publique, avait rendu criantes les éternelles brimades policières contre lui et tant d'autres, à Sidi Bouzid et dans toute la Tunisie. La révolte des Tunisiens visait avant tout une révolution de la vie quotidienne, dont les revendications premières concernaient, outre les violences policières elles-mêmes, la dénonciation de la corruption généralisée du système en place et le chômage endémique des jeunes, à commencer par les plus diplômés. Dès lors, si ce mot de « Dignité » reste aujourd'hui encore accolé à la Révolution tunisienne, c'est parce que, malgré la répression mortelle inévitable dont elle a été l'objet de la part de la Police, durant plusieurs jours, elle aura vu son premier aboutissement dans la fuite du président Ben Ali, le 14 janvier 2011, sans sombrer dans un bain de sang ou une véritable guerre civile aux extensions internationales, comme l'ont connu par la suite la Libye ou la Syrie — lesquelles sont d'ailleurs loin d'en être sorties, à l'heure actuelle, dans l'indifférence générale (voir l'article à ce sujet, en page 26).

Dix ans plus tard, presque jour pour jour après la *Révolution de la Dignité* que la Tunisie est d'ailleurs en train de commémorer, les États-Unis, qui se targuent d'être « la plus grande démocratie du monde » (sic), assistent effarés à l'envahissement du Capitole à Washington, le 6 janvier 2021, par une foule populaire subjuguée par le président sortant, mais toujours officiellement en fonction : Donald Trump. Mais s'il y a bien « révolte populaire » dans les faits, on ne saurait pourtant trouver contre-exemple plus flagrant d'avec la « Dignité » dont nous parlions. Car, *tout* à vrai dire oppose ces deux événements, quoique tous deux tendent à puiser leur légitimité dans la notion de « Révolution » contre un ordre établi, injuste, élitiste et corrompu. Le problème, c'est que sous couvert d'être « populaire », ce mouvement ne vaut surtout que par le dernier sursaut *spectaculaire* du plus déplorable président que les États-Unis ont connu et par une radicalisation en pleine lumière de l'extrême droite suprémaciste la plus violente. Un homme non seulement corrompu, donc, puisqu'issu de la pire élite capitaliste antisociale, mais également réactionnaire, bigot, raciste, misogyne, menteur, opportuniste, mégalomane et paranoïaque (liste non exhaustive). Cependant, au-delà de cette figure de grand guignol qui ne se complaît que dans sa propre caricature *ad nauseam*, et qu'on a tort de prendre juste pour un « malade mental », l'élection, il y a quatre ans, d'un tel *Auguste* (le clown, pas l'empereur) ne peut que souligner l'indigence structurelle qu'a atteint le principe de démocratie représentative dans l'ensemble de l'Occident. Ce, en prenant bien en compte, sans faux-semblant, qu'un clown comme Trump n'a pas été possible *contre le cours de l'Histoire*, mais en tant que *produit* de celle-ci et comme symptôme même de ce qui s'est partout abêti et fourvoyé — de *l'indignation* à *l'indignité*, pourrait-on dire — dans la formule révolutionnaire qui tendait jadis le poing en scandant « Tout le pouvoir au peuple ! » Et *cela* est notamment la responsabilité historique de la Gauche, dès les années 1980 !

Ce qu'il faut interroger ici urgemment — et certainement avec les jeunes dont la colère est immense et légitime —, c'est le sens de ce qui est en train de se perdre dans la dignité même à avoir « raison de se révolter » (Sartre), ainsi que le socle éthique et intellectuel, voire philosophique et politique (au sens premier) d'où l'on entend le faire, désormais. Ceci est notamment la mission de nos OJ, tant en termes d'encadrement que d'éducation permanente, à l'heure où une masse grandissante de gens excédés, issus de toutes les couches de la population et de toutes les tendances politiques, confond allègrement les « médias alternatifs » (souvent nés dans la foulée des mouvements sociaux de la fin des années 1990), et les organes de propagande d'État (*RT* ou *Sputnik*), quand ce ne sont pas des médias d'extrême droite (autoproclamés « libres »). Quand on entend des médias traditionnels fustiger une fois de plus « les anarchistes » (sic) qui envahissent le Capitole et quand le *Daily Mail* anglais titre sur l'« anarchie aux États-Unis »¹, pour caractériser des débordements fomentés par une clique ouvertement néofasciste, d'autant plus revendiquée qu'elle est directement encouragée depuis quatre ans par un président républicain *sorti des urnes* (soit par l'incarnation du pouvoir étasunien lui-même), on comprend très précisément pourquoi certains ne font plus aucune confiance aux médias traditionnels et en quoi ils ont raison d'être suspicieux s'agissant du prisme idéologique néolibéral au travers duquel ceux-ci s'expriment le plus souvent.

Face à ce chaos général, nous tenions à souligner une nouvelle fois le rôle éducatif et relationnel structurant de nos OJ, qui plus est au cœur d'une crise sanitaire qui ne cesse d'interroger, parfois violemment, la légitimité décisionnelle des pouvoirs en place, tant quant à leur gestion que dans leurs dérives répressives, qu'elles soient policières, sécuritaires ou plus profondément légales, avec le « modèle chinois » en point de mire. Nous avons aussi tenu à donner la parole à Samuel Thomas, Délégué général de la *Fédération Nationale des Maisons des potes* (France), qui œuvre auprès des jeunes des quartiers populaires, ainsi qu'à un couple de professeurs et parents bruxellois qui subissent de plein fouet et en première ligne, depuis près d'un an, les décisions problématiques de nos différents gouvernements, tant au niveau fédéral que régional. Néanmoins, toute l'équipe de ProJeuneS espère que l'année 2021 puisse s'éclairer quelque peu, en vous la souhaitant aussi bonne que possible !

Alain Detilleux — Rédacteur en chef
Julie Ben Lakhal — Secrétaire générale
01.2021

1] Voir : 7sur7.be/monde/l-anarchie-aux-etats-unis-les-medias-internationaux-consternes-par-le-chaos-a-washington-af4bc3a2



Le Bidochon du trimestre : Gérald Darmanin

Pour chaque numéro, tous les trimestres, Pro J élit désormais son « Bidochon du trimestre », soit, le responsable politique ou la personnalité publique qui aura mérité cette distinction par ses déclarations dignes du Café du commerce, dans l'exercice de ses fonctions.

Il n'est pas facile d'exceller dans tous les domaines. Trouver quelqu'un qui peut à la fois se targuer de soutenir activement les homophobes, de cumuler les mandats sans trop les assumer, d'abuser de sa position dominante pour obtenir des rapports sexuels, de pérorer sur les rayons « cuisine du monde » des grandes surfaces ou minimiser les violences policières, cela confine à l'exquis ! Le Ministre français de l'Intérieur, Gérald Darmanin, a décidément toutes les qualités ! Sa nomination comme Bidochon du trimestre est amplement méritée même si le côté policé du premier flic de France tranche avec l'éloquence basique généralement prêtée à Robert Eugène Louis Bidochon par son créateur.

Gérald Darmanin a commencé sa carrière politique en France au service du député homophobe Christian Vanneste. Ce dernier s'est fait connaître par ses saillies contre le « lobby gay » et ses positions négationnistes sur la déportation des homosexuels durant la Seconde guerre. Certes, on pourrait trouver des excuses à Darmanin, dans la mesure où, en tant qu'assistant parlementaire de Vanneste, il n'est pas juste de lui faire endosser toutes ses prises de position ou tous ses combats. L'influence de son mentor se fera tout de même sentir lorsqu'il deviendra lui-même élu de la nation et s'investira avec détermination contre le mariage pour tous.

À l'heure de l'avènement du mouvement #METOO, celui qui fut aussi maire de la pluvieuse bourgade de Tourcoing s'est bien débrouillé pour passer entre les gouttes. Accusé par deux femmes (qui sollicitaient son intervention en tant qu'élu pour les aider à faire avancer leurs dossiers individuels), d'avoir usé de son influence pour obtenir des faveurs sexuelles de leur part, il joue le séducteur qui a joint l'utile à l'agréable. Sa nomination au ministère de l'Intérieur fait grincer les dents des féministes. Sa rigueur éthique est plus que questionnée. Outre le fait de monnayer des emplois ou des logements publics contre des rapports sexuels, il est aussi remarqué pour ce qui est de cumuler les mandats et surtout les rémunérations. Il doit démissionner de son poste de vice-président de la Métropole européenne de Lille car sa rémunération dépasse le maximum autorisé pour un membre du Gouvernement. Certaines mauvaises langues ont relevé le fait que pour 20 % de présences au Conseil Régional, il touchait 100 % d'indemnités. Presque aussi fort que le grand Stéphane Moreau !

Les questions identitaires sont constamment présentes dans le débat public français. Tout politicien opportuniste qui se respecte va y recourir dès que possible, pour flatter à bon prix son électorat. Gérald Darmanin n'a pas hésité à mettre également les mains dans le cambouis xénophobe. Il s'est insurgé avec beaucoup d'aplomb contre les rayons communautaristes dans les supermarchés. Dans la République telle que Monsieur Darmanin la conçoit, les produits halal ou kasher ne doivent pas être mis en avant dans à l'étalage des supermarchés. Peut-être rêve-t-il de « *communautaires* » shops qui, à l'instar d'autres commerces vendant des objets particuliers, devraient essayer d'écouler leurs marchandises en ne choquant pas trop les quidams qui passent devant leurs discrètes, mais reconnaissables, devantures ?

Enfin, *last but not least*. Le Ministre de l'Intérieur a affirmé « s'étouffer » lorsqu'il entendait parler de violences policières. La famille de Cédric Chouviat, décédé quelques mois auparavant des suites d'une clé d'étranglement pratiquée par des policiers, a de quoi être heurtée par le propos particulièrement élégant du Ministre. Il est heureux que Gérald Darmanin, à l'évocation du terme « violences policières » n'ait pas eu à répéter sept fois « j'étouffe » comme Cédric Chouviat, avant de mourir des suites de l'intervention brutale des forces de l'ordre.

Si vous avez des suggestions pour le trimestre à venir, n'hésitez pas à nous les envoyer par courriel à : s-g@projeunes.be

Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord (sans bas de soie)
12.2020





Interview : Samuel Thomas
Délégué Général de la Fédération Nationale
des Maisons des Potes

Pro J: Quels sont les buts et missions des Maisons de Potes en France et quels sont les publics qu'elles tentent principalement de toucher?

Samuel Thomas: Les Maisons des Potes agissent en France, au cœur des quartiers populaires et des villes par l'action collective pour d'une part apporter de l'aide et de la solidarité, d'autre part pour mener des luttes antiracistes et enfin pour faire entendre aux décideurs les revendications des acteurs de terrain. L'entraide aux habitants porte notamment sur la défense de leurs droits et de leurs intérêts collectifs; l'aide aux jeunes porte notamment sur leurs recherches de stage (avec notre dispositif *SOS stage*), d'emploi, de logement; l'aide aux étrangers avec ou sans papiers concerne notamment les démarches administratives pour l'obtention de titre de séjour et de naturalisation; et l'aide aux victimes de racisme et de discrimination consiste à les épauler dans leurs démarches judiciaires et la mobilisation des solidarités.

L'action contre le racisme et les discriminations consiste notamment en l'engagement de poursuites contre les incitations à la haine raciste, l'organisation d'opérations de *testings* pour attraper, avec des preuves, les auteurs de discrimination pour les poursuivre en justice. L'action contre le racisme et les discriminations passe aussi par l'organisation d'action éducative dans les écoles, collèges lycées, centres sociaux, l'organisation de manifestations, actions, conférences-débats publiques sur ces thèmes pour entendre et éveiller les consciences encourager à la lutte et pour faire changer la loi et les pratiques dans l'embauche et le logement, en faisant par exemple adopter le principe de l'anonymisation des candidatures, faire supprimer les conditions de nationalité pour les emplois publics de fonctionnaires et faciliter les délivrances de titre de séjour.

Enfin, les Maisons des potes viennent en aide, en appui aux acteurs associatifs investis dans l'éducation populaire et les solidarités, pour faire en sorte qu'ils soient entendus et respectés des pouvoirs publics et mènent avec eux des mobilisations pour les moyens en emplois, aides et subventions, pour agir au service des jeunes et des plus précaires.



Pro J: Comment mobilisez-vous plus particulièrement les jeunes et comment faites-vous écho à leurs propres réflexions? Par exemple, via l'éducation populaire ou vos divers outils ou publications?

Pour encourager la jeunesse à se mobiliser sur les causes antiracistes, les Maisons des Potes réalisent des interventions dans les collèges, lycées, universités et dans les MJC, centres sociaux et proposent à ceux qui le souhaitent de rejoindre, pour six mois ou un an, la Maison des Potes locale, par le biais de contrat en service civique, pour y développer des projets d'éducation populaire contre le racisme. La mobilisation des jeunes dans l'action antiraciste se concrétise par leur implication dans les réalisations de *testings*; dans le dispositif « SOS stage », en solidarité avec d'autres jeunes; dans l'accompagnement individualisé de demandeurs d'asile; dans l'organisation des Universités européennes des Maisons des Potes, en octobre; de divers débats publics sur la lutte contre le racisme et les discriminations ou encore dans la préparation et la réalisation du *Tour de France de l'égalité*, dans 30 villes de province, en novembre-décembre, et du « Grand Pari de l'égalité », dans 40 villes en Île-de-France, en février-mars. Les jeunes investis dans les Maisons des Potes s'emploient aussi à toucher d'autres jeunes en réalisant des affiches, articles, clips diffusés via les outils de communication, avec les pages *Facebook*, les sites internet de l'association, les comptes *Instagram* et *Twitter*.

Enfin, les Maisons des Potes vont à la rencontre des jeunes qui manifestent dans les mobilisations antiracistes de type « Black Lives Matter », ou contre les violences policières, les manifestations de sans-papiers, les manifestations lycéennes, étudiantes, les manifestations de travailleurs, et défendent dans ces manifestations des revendications qui vont dans le sens de celles réclamées par les manifestants.

Pro J: En France, le président Macron tend à systématiser le vocable de « guerre », indistinctement à l'endroit du terrorisme (de plus en plus assimilé à l'islam) ou à celui de la lutte contre la pandémie de Covid-19. Que pensez-vous de l'impact de cette rhétorique communicationnelle belliciste et quelle approche privilégiez-vous auprès des jeunes sur ces thématiques complexes?

La rhétorique de guerre contre les mouvances de l'islamisme radical, suite aux différents attentats, est devenue « classique » de la part de l'extrême droite, depuis de nombreuses années, mais les dérapages récents dans les discours du Gouvernement sont davantage portés ces derniers temps par Gérald Darmanin, le ministre sarkozyste recruté par Macron, qui multiplie les dérapages et entretient des amalgames très fréquents, comparables

à ceux du Front National et d'Éric Zemmour. Le choix du président Macron de mettre à la tête du ministère de l'Intérieur ce ministre de droite « dure » et son choix de soutenir ses textes de lois liberticides (l'Article 23 de la loi « Sécurité globale », qui empêche de filmer les violences policières) et de prendre des décrets de dissolution considérés comme liberticides (dissolution du CCIF et fermeture de 76 mosquées), a pour impact premier de séduire les plus racistes et islamophobes, qui votent LR ou FN au premier tour des Présidentielles, et dont Emmanuel Macron a besoin pour arriver en tête au premier tour des prochaines Présidentielle. Face aux discours « bellicistes » qui incitent à la haine raciste et à la violence, la démarche des Maisons des Potes est de manifester publiquement avec la jeunesse contre les « fanatismes », en demandant aux Français qui sont lucides de faire entendre leur voix en faveur de la raison, contre les extrémistes bellicistes qui ont la volonté commune de déclencher une guerre (islamistes contre identitaires). Par ailleurs, nous avons adopté une démarche « judiciaire », pour faire condamner les discours racistes et bellicistes. Les Maisons des Potes ont gagné en justice, en septembre 2020, contre Éric Zemmour qui est, avec Marine Le Pen, le plus médiatique des leaders d'extrême droite, qui suggère une guerre et propage cet esprit belliciste, en incitant à la haine contre les musulmans, contre les immigrés venus d'Afrique, contre les personnes issues de l'immigration africaine qui habitent les quartiers populaires.

En direction de la jeunesse scolarisée, nous souhaitons multiplier les interventions-débats avec les collégiens, lycéens et étudiants, pour donner l'occasion aux discours mesurés de l'emporter contre les discours de « phobie » et de haine, par le dialogue, et nous sommes actuellement, dans le cadre du *Tour de France de l'égalité*, en train de lancer une dynamique dans toutes les villes où nous passons, pour que le 21 mars 2021 et la Semaine d'éducation contre le racisme qui l'entoure, soient l'occasion de grands débats sur l'enjeu l'endiguer les discours bellicistes et les amalgames racistes. Nous souhaitons profiter du fait qu'il s'agira en 2021 du cinquantième de la création de la journée mondiale de lutte contre le racisme le 21 mars pour en faire un rendez-vous important de mobilisation ;

Pro J: Quelle est concrètement la situation aujourd'hui, en France, sur le plan sanitaire et sécuritaire? Qu'en ressentent les jeunes dans le présent et quelles traces cela risque-t-il de leur laisser à l'avenir, sur le plan de leurs liens sociaux et en tant que citoyens?

La crise sanitaire et les périodes de confinements, les mesures barrières ont eu des conséquences drama-

tiques, toute l'année 2020, pour les jeunes qui ont besoin de faire des stages en entreprises, qui font des études universitaires, et ceux qui sont à la recherche d'un emploi. Tous ces jeunes ont été confrontés à de très grandes difficultés pour mener à bien leurs études et leur insertion économique, avec en plus un préjudice économique pour tous ceux qui ont besoin d'avoir un revenu de leur travail et qui ne sont plus pris en charge par leurs parents. Les perspectives ne sont pas réjouissantes non plus pour l'année prochaine, parce que les entreprises qui sont en grande difficulté financière ne font pas confiance aux jeunes dans des périodes difficiles et cherchent les employés déjà qualifiés et expérimentés. Les jeunes qui sont confrontés à ces difficultés ont besoin de la solidarité nationale, et en premier lieu ceux des quartiers populaires qui sont dans des difficultés encore plus grandes, sans réseaux familiaux en entreprise. Nous devons manifester cette solidarité pour donner de l'espoir et encourager la mobilisation de cette jeunesse qui, sinon, peut sombrer dans la dépression. La jeunesse, qui se sent abandonnée le plus souvent, face à cette situation, peut aussi trouver des ressources dans la révolte, mais il faut que les associations, syndicats et partis de gauche puissent leur proposer des cadres de revendications qui soient pacifiques, pour ne pas engendrer des affrontements violents et destructeurs qui sont dévastateurs et mènent trop de ces jeunes révoltés en prison.

Pro J: La sortie tonitruante et l'interdiction presque immédiate du documentaire « Hold-up » (autour de la gestion de la crise du Covid-19) sur les réseaux sociaux et les plateformes de streaming (Facebook, Instagram, Vimeo, etc.), fait grand bruit, ces jours-ci. Quel impact ce type de pamphlet aux relents conspirationnistes — surtout basé sur des contre-vérités et des raccourcis —, peut-il avoir sur les jeunes et sur l'avenir même de la contestation par eux du Système dominant, quand l'engagement légitime contre l'ordre établi se nourrit autant de phantasmes que la pire propagande d'État?

Les forces politiques et sociales, syndicales et associatives qui enseignent l'esprit critique, l'esprit de contestation du « système capitaliste » ou « colonialiste » ou « impérialiste » et qui ont acquis leur crédibilité depuis des



Maintien de l'ordre - OBSCURESCENCE 11.2020 (Affiche parue initialement sur Facebook)

dizaines d'années et même des siècles, par la production d'argumentaires de qualité prenant appui sur des sources crédibles ont été dépassés ces dernières années, avec Internet, par des forces « obscures », qui agissent comme l'extrême droite l'avait toujours fait durant les siècles passés, mais avec une puissance de frappe démultipliée par les algorithmes qui leur permettent de toucher des millions de personnes sur la Toile. Le travail d'identification des forces conspirationnistes, l'identification de ceux qui se cachent derrière des pseudos et la révélation de leur absence de crédibilité est un enjeu important. Les forces (qu'on peut qualifier d'extrême droite, identitaire comme islamistes) qui encouragent le développement des thèses conspirationnistes, qui se présentent comme « antisystème » sont de plus en plus puissantes et réussissent à réaliser des documentaires, des articles, des images, qui profitent des algorithmes des réseaux sociaux, des sites Internet, des fournisseurs d'accès à Internet, pour avoir un nombre de vues toujours croissant.

Face à cette puissance de diffusion des messages conspirationnistes et extrémistes, il faut développer les actions de sensibilisation

contre ces fléaux, auprès de la jeunesse. Nous avons vu ces dernières années combien l'extrême droite, sur Internet, avait réussi à recruter des dizaines de milliers, des centaines de milliers de jeunes dans ses filets et cela aboutit à un recrutement effectif de ces jeunes dans des formations extrémistes dangereuses. Il faut expliquer comment fonctionnent ces algorithmes qui vous abreuvent de messages de cette nature, si vous avez commencé à en lire quelques-uns par curiosité, et qui décuplent toute publication qui augmente ainsi ses vues de manière exponentielle, par son côté polémique.

Nous devons soutenir et financer les forces associatives et les journalistes qui publient les articles et documentaires qui démontrent le caractère mensonger et conspirationniste des extrémistes et ceux qui vont s'employer avec énergie à la diffusion de ces documents en direction de tous ceux qui, par bêtise, ont partagé une publication conspirationniste, afin qu'ils réalisent leur erreur. L'impact de ces propagandes extrémistes, depuis 20 ans, a porté ses fruits, avec le renforcement de la puissance électorale de l'extrême droite, selon les analyses de Gramsci, et nous devons endiguer cette propagande dangereuse si nous voulons empêcher la conquête électorale du pouvoir par l'extrême droite!

Entretien réalisé par Julie Ben Lakhal
11.2020

philocité

PhiloCité asbl

philocite.eu

Quand la fiction délie les langues !



L'air de rien, PhiloCité travaille depuis quelques années sur la thématique du harcèlement. Travailler signifie ici (comme bien souvent pour notre association) « favoriser la prise de parole » pour se redonner une prise sur le problème.

D'abord, avec notre long et fructueux partenariat avec Les Grignoux-Bruxelles et leur programmation scolaire de films à plus-value réflexive Écran large Sur Tableau Noir, nous étions parfois sollicités pour des films qui traitaient de front ou en filigrane de cette thématique du harcèlement. On pense notamment à *Disconnect* ou encore *Wonder*. Nous sommes allés parler avec les élèves du primaire et du secondaire (*Wonder*) ou juste du secondaire (*Disconnect*) des ravages du harcèlement (et de son frère cruel aussi, le cyberharcèlement). Des enseignants nous ont fait comprendre que le film vu trouvait des échos dans le groupe-classe. Les ressorts de la fiction, c'est de pouvoir poser la problématique face au groupe. Ce n'est plus un problème du groupe mais bien un problème sur lequel se penche le groupe. C'est très différent et un des avantages collatéraux, c'est de pouvoir analyser la situation sans trop d'affects. Comme à tête reposée.

Sans avoir la prétention de régler le problème une fois pour toutes, PhiloCité jouait la carte du dialogue, du travail de la pensée (via la problématisation, l'argumentation et autres habiletés de pensée). Réfléchir en commun à une situation problématique, c'est déjà se donner les moyens de s'entendre et d'échanger. Sans chercher de coupable.

Nommer les choses qui se passent dans une œuvre de fiction permet de les mettre face à nous, c'est extérieur. Ça permet la réflexion (pour tous) et aussi l'identification pour ceux (acteurs, spectateurs voire victimes) qui ont été pris dans la toile du harcèlement.

Ensuite, il y a trois ans, PhiloCité a été approché par la Confédération Parascolaire (devenue depuis AJILE asbl) pour un partenariat autour de la prévention du harcèlement. Le partenariat, nommé *Projet H*, est le fruit d'une réflexion menée depuis de longues années par le théâtre de Poche à la suite du gigantesque succès scolaire de son spectacle *Punk Rock* (une histoire inspirée de la tragédie de *Columbine*). Antoine

Ureel du Poche a imaginé un Partenariat Privilégié avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Les résultats positifs d'un premier cycle de trois ans ont donné lieu à un second cycle.

Le *Projet H*, c'est la mise en place de cercles de paroles dans les classes mais avec un volet théâtre-action où les élèves sont amenés à écrire et jouer des saynètes sur le thème du harcèlement. Ici aussi la fiction vient ancrer le propos et les consciences dans le réel. La métaphore de l'ancre n'est pas choisie au hasard: c'est humide, c'est visqueux et il faut trouver une attache. L'attache permise par la fiction vient curieusement « détacher » les jeunes de la situation et ce détachement permet de mieux penser cette situation.



Le projet entame, vaille que vaille pour cause de COVID, sa cinquième année mais c'est la troisième pour la collaboration AJILE-Théâtre de Poche-PhiloCité. Cette année, le projet a atterri dans une école bruxelloise à la frontière entre Saint-Gilles et Ixelles. Une école où la mixité sociale et culturelle n'est pas un vœu pieux mais une réalité bien tangible. Cette mixité apporte richesses et différences. Richesses et différences entrent dans une relation chiasmatisée mais ce phénomène n'est pas sans danger. Cette mixité est aussi la source de tensions. Un cercle de parole est un espace de discussion protégé. Idéalement régulier, il permet aux élèves et aux profs d'une classe de parler librement (avec un cadre minimal

de quatre règles)¹ de la vie du groupe. On ne dénonce pas mais on met sur le tapis. On jouit de l'intelligence collective du groupe, on propose de l'aide (position différente du « à ta place j'aurais fait... »). Bref, ce sont les rouages collectifs qui ressortent mieux huilés.

Cette année, nous avons écrit un texte pour introduire les cercles. C'est l'histoire vraie/fausse d'Ilona, une jeune polonaise fraîchement débarquée de son bled, qui subit moqueries sur son physique (blonde) et préjugés (son père plafonne, hein!) L'histoire est vraie, car des Ilona, il y en a partout, mais elle est fausse, car inventée. La lettre s'adresse au harceleur sur un ton amical et se termine sur un « qu'en penses-tu? » qui réussit à inclure tout le groupe des écoutants.

Depuis la rentrée 2020, cette lettre nous sert de prétexte inaugural :

Cher Ami,

Je m'appelle Ilona et je viens de Pologne. Je l'ai dit au début de l'année. Certains ont dit: « Cool, c'est comment la Pologne? », mais toi tu en as décidé autrement... Tu m'as fait comprendre que la Pologne, ses habitants, ceux et celles qui la quittent: nul, super-nul. Tu me l'as dit. Plusieurs fois. Tu l'as dit aux autres, pour tenter de les convaincre. Souvent. Vous vous êtes moqués de moi. Pour rire. Les travaux à l'école « Ah! c'est ton père qui plafonne! ». Puis les surnoms: la polack, la blonde, la blonde polack!

C'est monsieur M. qui m'a dit de t'écrire. Quand j'ai commencé à plus gérer, je suis allée lui parler. Il m'a dit « écris-lui et lis ta lettre en classe, sans le nommer. On verra ce que la classe en fera ». Je suis malheureuse et je veux que ça s'arrête! Qu'en penses-tu?²

1| Ces quatre règles sont reprises au chercheur Bruno Humbeeck: 1) L'animateur distribue la parole 2) Je parle en « je » 3) Une émotion se dit et ne se contredit pas 4) Je ne dénonce pas. On les trouve notamment dans son ouvrage *Dis, c'est quoi le harcèlement scolaire?*, éditions Renaissance du Livre.

2| La forme de cette lettre, notamment la question qui en marque la fin, est inspirée d'une fiche tirée du livre (à paraître aux éditions Vrin, cet automne) *Philosopher par le dialogue*, publié par PhiloCité.

Utiliser la pédagogie active lors d'une « visio-formation »

5 modules de deux heures (les participants s'inscrivent à l'ensemble des modules)
10 heures à 12 heures: 19, 26 janvier et 2, 9, 22 février 2021

8 participants maximum

Pour débutant en visio-formation

- ➔ Connaître les contraintes et les avantages des formations en visioconférence
- ➔ Connaître la structure de base d'une formation performante en distanciel
- ➔ Adapter des outils présentiels en outils distanciels
- ➔ Avoir une valise à outils pour visio-formation

La formation fonctionne au rythme de ces quatre étapes :

1. Expérimentation
2. Partage des vécus
3. Décodage des processus
4. Transposition dans les pratiques de chacun

Matériel : chaque participant doit disposer d'un ordinateur, d'une webcam et d'un micro (ou d'un casque).



PAF

- ➔ 50 € pour les membres de ProJeuneS asbl
- ➔ 90 € pour les non-membres

Inscription obligatoire: info@cocreactive.be | Cocréactive asbl — cocreactive.be



Latittude Jeunes asbl

latitudejeunes.be

Sondage: « Jeunes et confinement »

Le sondage « Jeunes et confinement », réalisé par Latittude Jeunes, du 5 au 25 mai 2020, a récolté les réponses de plus de 500 jeunes belges francophones. Une partie des résultats de ce sondage a été présentée à la rencontre « Les enfants et les jeunes à l'épreuve d'une pandémie », conférence organisée à Strasbourg en octobre 2020 par Euro Cos. Voici un aperçu de ce qui fut présenté.

Notre questionnaire abordait 4 aspects :

- la santé et le quotidien des jeunes en temps de Covid-19;
- les médias (la clarté des infos reçues sur la situation et l'image des jeunes véhiculée dans les médias);
- la gestion de la crise par le Gouvernement;
- leurs attentes vis-à-vis de l'avenir.

Il est important de préciser que notre sondage n'a pas de prétention scientifique. Latittude Jeunes n'a pas l'habitude de mener de telles analyses, nos résultats montrent donc des grandes tendances, mais n'ont pas de réelle valeur statistique.

Concernant la méthodologie, nous avons diffusé ce sondage via les réseaux sociaux *Facebook* et *Instagram* pendant 3 semaines, avec l'aide d'autres, asbl dont celles de ProJeuneS. Nous avons ensuite réalisé une analyse générale (concernant les 14-30 ans), puis des focus selon 4 tranches d'âges (14-17; 18-21; 22-25; 26-30). Parmi les répondant-e-s, 83 % sont étudiant-e-s et on a une majorité de filles (78 %). Le questionnaire alternait les questions ouvertes et fermées. Aucune question n'était obligatoire et, pour les choix multiples, ils-elles pouvaient cocher plusieurs cases.

Globalement, au mois de mai, les jeunes interrogé-e-s se sentaient plutôt bien: 371 répondant-e-s cochaient la case « En manque de contact social », mais leur moral restait relativement bon. (voir Graphique 1)



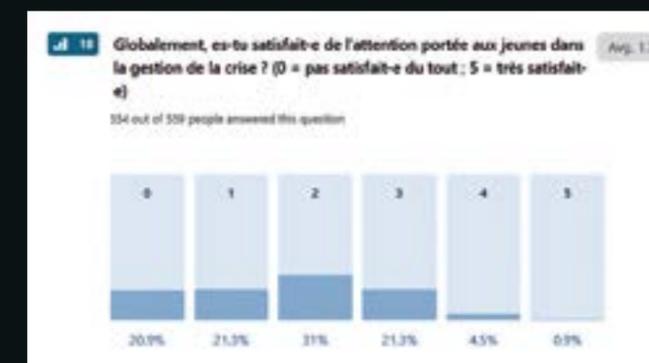
Graphique 1

557 personnes ont répondu à la question concernant le nombre d'heures consacrées par jour à leur éducation (enseignement secondaire ou supérieur) ou à leur travail: 184 personnes bossent 1 à 2 heures/jour, 164 sont à moins d'une heure.

En mai, une majorité des jeunes questionné-e-s pensaient que cette crise n'aurait pas d'impact sur leur année scolaire ou leur emploi.

517 personnes ont répondu à la question « Selon toi, l'image des jeunes véhiculée en ce moment dans les médias est-elle bonne? ». 57 réponses sont plutôt positives, tandis que 238 réponses sont négatives.

215 répondant-e-s trouvaient que le confinement était une bonne réponse à la situation de crise. Cependant, les jeunes interrogé-e-s sont plutôt insatisfait-e-s de l'attention qu'ils-elles ont reçu des autorités pendant le confinement (voir Graphique 2).



Graphique 2

Les questions concernant leurs attentes pour le futur montraient une grande crainte d'une seconde vague et qu'il n'y ait pas de retour à la normale avant longtemps. Enfin, 412 personnes appellent à un refinancement des hôpitaux et soins de santé, et à des investissements dans des aspects sociaux plutôt qu'uniquement économique.

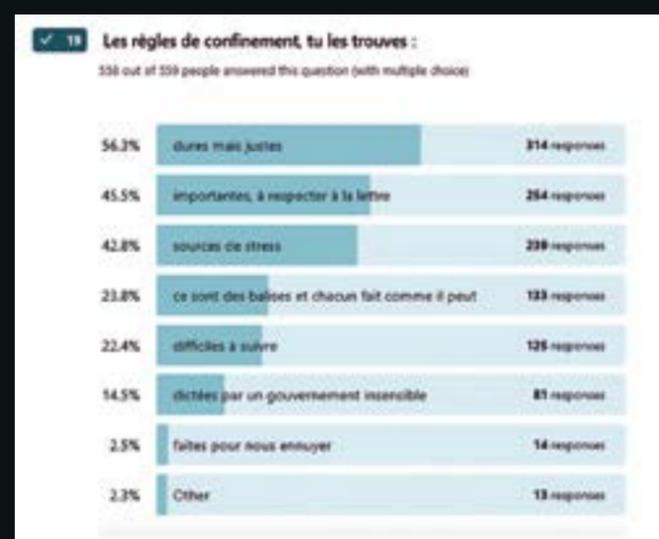


Après avoir balayé ces résultats, il nous paraît important de réaliser un focus sur la question des jeunes et des médias.

Comme présenté ci-dessus, les jeunes ont le sentiment que les médias donnent une image négative d'eux-elles. Si 2 % des jeunes pointaient le fait que les médias montrent des initiatives de la jeunesse et l'entraide, 17,4 % des personnes répondent simplement « non » à la question « l'image des jeunes véhiculée en ce moment dans les médias est-elle bonne ? » 15 % des jeunes disent que les médias montrent une jeunesse qui ne respecte pas les règles de confinement ; 5 % que les jeunes sont les oubliés des médias ; les autres réponses qui reviennent plusieurs fois sont : « selon les médias, les jeunes passent leur vie devant des écrans (17), sont fainéants (15), irresponsables (14) ».

Cette question s'accompagnait d'un champ libre, dans lequel beaucoup de jeunes s'offusquent de cette image d'eux-elles peu concerné-e-s par la pandémie et les règles à respecter. Ils-elles parlent notamment du fait que les adultes ne respectent pas, ou pas plus, les règles. Un sentiment d'injustice transparait.

« On dit que les jeunes ne respectent pas le confinement, alors que les 3/4 le respectent et on ne parle absolument pas des adultes dans l'histoire, mais que des jeunes. »
« Quand des personnes ne suivent pas le confinement on précise souvent 'des jeunes'. Les jeunes sont systématiquement associés au non-respect des règles. »
« On fait passer les jeunes pour des insouciantes alors que l'on n'est pas tous comme ça. »



Graphique 3

Ces réponses sont à mettre en parallèle avec une autre question (voir Graphique 3, ci-dessus), qui montre que la majorité des répondant-e-s « valident » les règles de confinement. L'idée selon laquelle les jeunes ne portent aucune attention aux règles, image parfois véhiculée par les médias, est donc à questionner.

Ces résultats font écho à notre prise de position parue le mois dernier : l'image des jeunes est généralement mauvaise dans les médias, et cela est accentué en temps de crise.

Les jeunes sont rarement identifié-e-s comme solidaires et nous trouvons cette image biaisée. Si les jeunes ont été les plus contrôlé-e-s et mis-es à l'amende pour non-respect du confinement, ce n'est pas forcément parce qu'ils-elles respectaient moins les règles que les adultes. C'est peut-être aussi parce que les adultes qui ne les respectaient pas avaient les moyens d'être plus discrets : se rassembler chez soi plutôt que dans un parc, par exemple ; ou les moyens de mieux se défendre face à un-e représentant-e de l'ordre. En outre, nous avons pu observer cet été, sur le terrain, des attitudes qui diffèrent largement de l'image que veulent donner les médias. En juillet et en août, Latitude Jeunes a accueilli plusieurs milliers de jeunes et d'enfants dans ses plaines et séjours résidentiels. Les jeunes bénévoles qui ont encadré ces activités ont dû gérer une situation inédite, avec des protocoles stricts à respecter et faire respecter aux enfants dont ils avaient la responsabilité. Ils ont dû également faire face à une grande restriction de leurs libertés dans leur fonction d'animateurs-trices.

Si d'aucuns se permettent de qualifier « la jeunesse » d'irresponsable sur base de l'attitude de certains, alors nous voulons également la qualifier de citoyenne, solidaire et responsable sur base de l'attitude du plus grand nombre. Nous pensons donc qu'il est important de relativiser l'image que les médias donnent encore trop souvent des jeunes.

Les détails et résultats du sondage sont à retrouver sur : latitudejeunes.be/resultats-du-sondage-jeunes-et-confinement
Notre prise de position est à lire sur : latitudejeunes.be/wp-content/uploads/2020/09/Des-jeunes-responsables-Latitude-Jeunes-septembre-2020.pdf





TYN asbl

tynasbl.be

Rencontre avec Julie Ben Lakhal, au cœur de la Fédération ProJeuneS

Au service des jeunes, défendant le progrès social, tout autant que les droits fondamentaux: Julie Ben Lakhal, actrice engagée du secteur de la jeunesse, nous parle de son parcours, de la Fédération ProJeuneS et de sa rencontre avec TYN.

Parle-nous de toi ?

Je suis née en 1983 à Woluwe Saint-Lambert ; j'œuvre dans le secteur associatif depuis le début de ma carrière, comme Animatrice, Coordinatrice, Gestionnaire de projets et aujourd'hui, Secrétaire générale.

J'ai toujours eu à cœur de défendre et d'intégrer dans mes projets les notions de fraternité, d'intégration, de mixité, d'égalité et de paix. À tout point de vue, ces combats ont pris une part importante dans mes objectifs professionnels, mais aussi personnels, dans mes engagements divers et volontaires et principalement au sein du secteur de la jeunesse.

Mes précédentes et actuelles expériences associatives, telles que la Vice-présidence du Conseil de la Jeunesse, le poste d'administratrice déléguée du MRAX, puis la Présidence et aujourd'hui le Secrétariat général de ProJeuneS, m'ont permis de m'impliquer et même de contribuer à de nombreux projets porteurs entrepris depuis une dizaine d'années dans le non-marchand.

Peux-tu nous parler de ProJeuneS ?

Je travaille donc comme Secrétaire générale depuis mars 2020 à ProJeuneS, la Fédération des jeunes socialistes et progressistes. Il s'agit d'un réseau d'Organisations de Jeunesse dynamique et diversifié au service des jeunes, fédéré autour de la défense des principes d'égalité, de liberté, de solidarité, de justice et de progrès social. Elle agit aussi dans le cadre institutionnel existant dans lequel se déploient les politiques de jeunesse de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

En parallèle, ProJeuneS reste par ailleurs une Organisation de Jeunesse et contribue au développement des jeunes – par les jeunes –, de leurs aptitudes personnelles, en vue de les aider à devenir des citoyens actifs, solidaires, responsables et critiques au sein de la société.

J'ai sinon toujours vécu à Bruxelles, notamment dans le Centre-ville et du côté est de la capitale. J'aime de surcroît y vivre, partager ou faire découvrir ses trésors culturels, ses histoires et légendes, mais aussi y travailler et y développer divers projets. C'est justement dans ce dessein que nous avons mis en place

à ProJeuneS, l'activité « Bruxelles en lutte(s)! », une visite de la ville qui détaille l'héritage des luttes sociales, au travers des processus d'organisation et de résistances citoyennes, afin de lutter contre les différentes formes d'oppression.

Par ce parcours citoyen, nous avons souhaité mettre l'accent sur la nécessité de nous réapproprier l'histoire des luttes sociales de notre ville, en tant qu'élément fondamental dans la construction d'un regard critique et décolonisateur sur la société contemporaine.

Ta toute première rencontre avec TYN ?

C'est avant tout grâce au travail de réseau, significatif dans le secteur de la jeunesse, qui m'a permis de rencontrer personnellement l'équipe de TYN. J'étais Présidente de ProJeuneS à l'époque et TYN se renseignait pour obtenir l'agrément en tant qu'Organisation de jeunesse.

Une relation d'échange, de confiance s'est rapidement installée entre nous. TYN a finalement rejoint la Fédération de ProJeuneS le 12 décembre 2019.

Quelle est ta vision sur l'asbl TYN ?

À ProJeuneS, nous avons été particulièrement enthousiasmés par l'ampleur du réseau de volontaires au sein de l'asbl, mais aussi par l'initiative entrepreneuriale des créateurs de l'asbl.

Effectivement, particulièrement chez TYN, l'apport en matière d'échanges de savoirs demeure une source d'information, de formation et d'enrichissement inépuisable pour les jeunes de l'association, mais aussi de l'ensemble du milieu associatif.

TYN travaille par ailleurs principalement avec un public issu des classes populaires. Pour ProJeuneS, conformément à notre identité et nos valeurs, c'est une initiative à soutenir. Le seul inconvénient unique, puisque TYN rentre entièrement dans les critères requis pour devenir une Organisation de Jeunesse, c'est que la Fédération Wallonie-Bruxelles travaille actuellement avec une enveloppe fermée et que cela limite grandement les nouvelles entrées en matière de reconnaissance d'Organisation de jeunesse.





OXYJeunes asbl

oxyjeunes.be

Le Corona, les Jeunes et OXY

Dans cet article, nous avons donné la parole aux jeunes pour connaître leur ressenti sur l'intrusion du Coronavirus, et de toutes ces règles sanitaires, dans leurs vies. Leurs projets d'avenir sont fortement ralentis ainsi que leurs projets avec OXY... Malgré ces temps difficiles, les jeunes arrivent à en tirer du positif et se recentrent sur ce qui est essentiel: les projets d'avenir et leurs proches.



La Covid-19 dans la vie des Jeunes

En ces temps très particuliers, les jeunes se sentent seuls et isolés. Contrairement à ce que les médias relayent, ils n'abandonnent pas et s'engagent à respecter les règles sanitaires pour protéger leurs proches, même si passer du temps avec eux leur manque énormément. Leur vie sociale est mise également en pause. « Ce qui me rend triste, c'est de ne plus pouvoir avoir de contact physique et rapproché avec mes proches. Je travaille avec des enfants et il m'est difficile de respecter la distanciation sociale avec eux, mais avec ma bulle, c'est plus que respecté, même si ça me manque énormément », affirme Alessia.



Centre de Vacances d'été 2020 à Dinant

Les Jeunes qui fréquentent OXY sont des jeunes actifs et solidaires. En ces temps de crise, leurs engagements dans la société leur sont quasiment impossibles, mais ils restent malgré tout, dans la mesure du possible, solidaires avec tous leurs proches en prenant régulièrement de leurs nouvelles à distance, mais surtout en respectant les règles sanitaires mises en place par le gouvernement. Le fait d'être isolé de leurs proches les affecte beaucoup.

Malgré tout, la jeunesse arrive à en tirer de la positivité de cette situation. Cela leur permet d'être plus proches, mais à distance, de leur entourage. Ils prennent le temps de les contacter plus régulièrement qu'en temps normal. « J'ai le temps de prendre des nouvelles dans mon entourage familial et amical », annonce Tanguy. Grâce à cette crise, ils ont également pu prendre conscience que les nouvelles technologies, omniprésentes, ne peuvent pas tout remplacer, que de voir une personne en physique et de partager un moment avec est gorgé d'émotion et de partage. « On se rend compte que passer du temps avec nos amis et nos familles, ça nous manque et que rien ne

peut remplacer ces liens. » Rien, même la technologie, ne peut remplacer ces liens forts. « Cela permet de me recentrer sur ce qui est vraiment essentiel dans ma vie », confie Alyson.



Formation d'Animateur en Centre de Vacances

Certains de leurs projets d'avenir sont également mis en pause comme, les cours d'auto-école qui repoussent l'acquisition du permis de conduire, les stages impossibles à réaliser...

La Covid, les jeunes et OXY

Lors du premier confinement, à travers des vidéos, ils ont participé à un projet avec l'asbl qui consistait à montrer comment ils s'engageaient. Pour eux, cela était une bonne façon de pouvoir rester en lien et actif au sein de l'asbl. Ils restent patients et savent que leurs projets avec OXY sont en stand-by et attendent le recommencement des activités. « Ce qui reste inchangé, c'est notre détermination! Si ce n'est pas pour cette année, ce sera pour l'année prochaine! », révèle Alexia. Les jeunes ont aucune envie d'abandonner les projets et ont hâte que ceux-ci puissent enfin reprendre.



La Maison du Père Noël 2019



Et vous, les jeunes des autres organisations, comment vous sentez-vous face à cette crise ?

Continuez à être responsable, actif, critique, solidaire et à remplir vos têtes de projets... l'avenir vous appartient, et nous sommes disponibles pour vous épauler !



Projet Vampire 2020





Zéro - revue de l'Occident

zero-sifr.obscurescence.net

Syrie : Loin des yeux de l'Occident, depuis 2011

Ce texte a été publié initialement sur la page Facebook de « Zéro - revue de l'Occident »



Le 25 février 2020, France Culture posait cette question, dans son émission *Le temps du débat* : « Syrie : Pourquoi regardons-nous ailleurs ? »¹

Question ô combien pertinente, face à une machine d'extermination syrienne tournant à plein régime, aux yeux de tous, et encore décuplée par l'implication militaire de la Russie², dont on connaissait déjà la « méthode tchéchène » de la terre brûlée et du crime de guerre à l'échelle industrielle. Machine d'extermination que plus personne ne dénonce encore réellement, au-delà des déclarations de principes, hormis quelques associations citoyennes ou humanitaires et les Syriens eux-mêmes, ou encore les proches de ceux-ci.

Le préambule de l'émission avançait des pistes de réponses qui allaient de l'« impuissance », à l'« incompréhension », en passant par la « lassitude »...

Les « opinions » européennes (bien mal nommées vu leur absence obscène de vision et de connaissances géopolitiques, qui tend à rejoindre de plus en plus l'incurie pathétique des masses américaines) se sentiraient donc incapables d'agir, incapables de comprendre les enjeux et pour tout dire fatiguées face à ce que l'empathie élémentaire leur commande depuis trop longtemps. Cette démission complète de la pensée et de l'action, de l'éthique et de la décence, ne relèverait donc que d'une usure bien naturelle de la conscience, face à l'étendue du désastre et à la profondeur opaque du gouffre syrien.

Or, à bien y regarder honnêtement et à bien s'en souvenir, le drame n'est pas qu'on ne verrait plus les Syriens, morts, emprisonnés ou déplacés, mais qu'on n'a pas voulu les voir, dès l'origine de la Révolution, en 2011. Le discours dénigrant (envers les révolutionnaires)

1] Écouter l'émission « Le temps du débat » : franceculture.fr/emissions/le-temps-du-debat/syrie-pourquoi-regardons-nous-ailleurs

2] Nous n'oublions pas ici l'implication de l'Iran (notamment via le Hesbollah chiite basé au Liban ou ses milices des Gardiens de la révolution), mais il est un fait que les bombardements aériens, ciblant notamment les hôpitaux, sont le fait de l'aviation russe, en appui des hélicoptères syriens et de leurs barils de TNT jetés aveuglément sur les populations civiles.

et alarmiste (envers les djihadistes) des gouvernements européens et américain n'a pas eu beaucoup à faire pour rencontrer le terrain fertile du racisme endémique des populations concernées. Lesquelles dissimulent leur aversion irrationnelle – presque réflexe – envers les « Arabes » et les « musulmans » derrière le cache-sexe de la pauvreté économique qui les touche, certes, au quotidien; derrière le phantasme de l'envahissement civilisationnel propagé par l'extrême droite, et derrière la paranoïa « terroriste » en vigueur depuis 2001, justifiant tous les délires sécuritaires antisociaux des États « démocratiques ».

Ainsi, la Tunisie, n'a bénéficié de la sympathie — modérée — des populations (et gouvernements) occidentales que tant que cette « liberté » ne dépassait pas les frontières de ce pays et tant qu'il était possible de ne pas remarquer trop que les Tunisiens étaient culturellement « musulmans » (croyants ou non). Dès que des Tunisiens ont franchi la Méditerranée, vers la France et l'Italie, les applaudissements ont cessé et les discours de l'Union Européenne se sont raidis pour siffler la fin de la récréation démocratique, avec autant plus de conviction condescendante, que les raisons politiques de fuir la Tunisie venaient proprement de disparaître.

De même en Égypte, les Occidentaux ont applaudi la Révolution égyptienne, tant que les élections libres n'ont pas mis au pouvoir les Frères musulmans — les applaudissements ne reprenant qu'une fois Sissi au pouvoir, bien décidé à séquestrer les Égyptiens chez eux.

Dès l'écroulement libyen, la tolérance et l'intérêt « sympathiques » pour les « Printemps arabes » avaient déjà largement disparu en Europe, notamment sapés par la propagande d'État russe (RT, Sputnik), relayée par les confusionnistes néofascistes et les complotistes d'extrême gauche, qui préféraient voir la main de la CIA derrière toutes les révoltes arabes et maghrébines, dans une pensée allant largement du néocolonialisme paternaliste, au racisme paranoïaque islamophobe, selon la couleur idéologique des critiques.

C'est sur ce fumier largement pourri qu'a eu le malheur de naître la Révolution syrienne, alors que la terre brûlée médiatique et idéologique avait déjà profondément fait son œuvre — d'autant plus rapide, donc, qu'elle est de facto contenue dans l'inconscient occidental, inventeur du fascisme et de sa variante nazie, tous deux en voie de réactualisation.

De là, comme pour toutes les « Révolutions arabes » qui ont précédé depuis 2011, le racisme viscéral de l'Occidental moyen, porté jusque dans les cénacles écono-

miques de l'UE, n'a laissé aucune chance aux Syriens, ni d'être entendus, ni d'être plaints, ni certainement d'être accueillis pour des raisons éthiquement humanitaires. Le nombre des morts n'a jamais créé un « sentiment d'impuissance », parce que le sentiment dominant a toujours été, avant même les massacres massifs d'Assad, puis de Poutine, le rejet par principe de toute population venant du monde arabo-musulman.

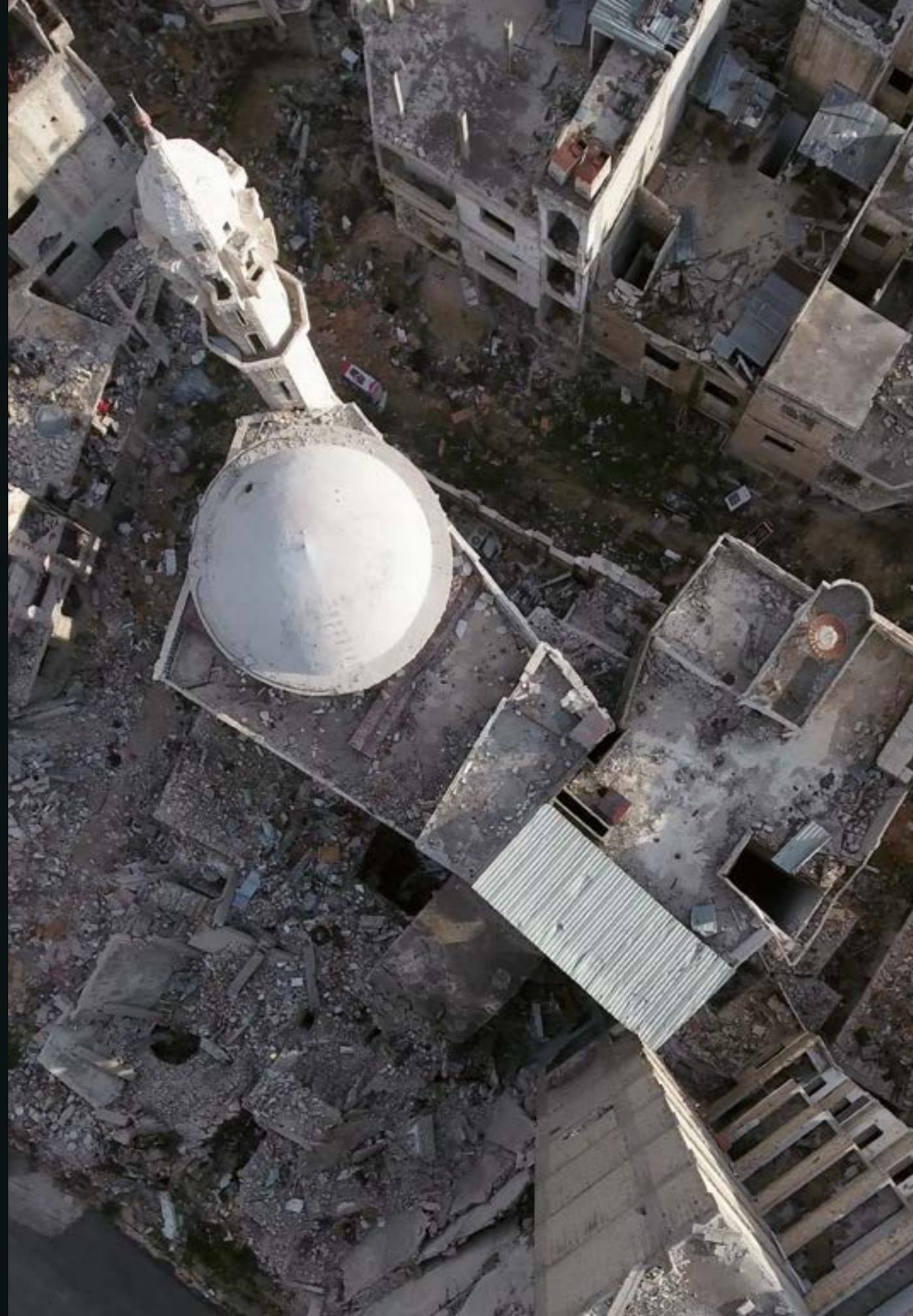
De là, le nombre de morts en Syrie n'a jamais rien pesé face au nombre de réfugiés qui n'a — lui non plus — jamais cessé d'augmenter, mécaniquement, bien avant que de déborder les frontières des pays musulmans limitrophes. C'est ainsi à un simple « calcul » que se livrent les égoïsmes européens: 500 000 morts en Syrie et 900 000 réfugiés hors d'Europe, ce sont près de deux millions de problèmes *en moins* dans l'enceinte de l'UE!

Pour les Européens (ce ne sont pas les seuls, mais comme Européen, il faut balayer devant sa porte), « ne pas accueillir toute la misère du monde » (slogan hideux du « socialiste » Michel Rocard courant – déjà – après les voix du FN, en 1989)³, veut dire stricto sensu, et certainement aux oreilles populaires: « Ne pas l'accueillir *du tout* »!

C'est cette dynamique binaire et nombriliste qui motive les regards à se détourner résolument de la Syrie et de tout le monde arabo-musulman, en révolte ou pas, et certainement pas le « sentiment d'impuissance » ou de « lassitude » (qui ont bon dos), qui ne concernent désormais plus qu'une infime minorité d'Européens déjà sensibilisés et engagés auprès des Syriens, au-delà de l'habitus raciste et anti-musulman, qui lui, date de bien avant 2011 et bien avant la boucherie syrienne!

Alain Van Haverbeke
Zéro — revue de l'Occident
02.2020

3| Lire le « Désintox » de *Libération*, du 22 avril 2015: liberation.fr/france/2015/04/22/misere-du-monde-ce-qu-a-vraiment-dit-michel-rocard_1256930



Covid-19 et Enseignement: Chronique d'un chaos annoncé

En ces temps de crise sanitaire et de confinements successifs qui affectent les jeunes sur bien des fronts, au-delà du cas des OJ, nous donnons ici la parole à deux professeurs du secondaire à Bruxelles, qui sont également parents de deux enfants. À ce titre, ils ont été des témoins privilégiés — des deux côtés de la barrière — des atermoiements institutionnels qui ont perturbé la vie scolaire, en cette année 2020.



Premier constat: le manque d'humilité

Humilité. Voilà le maître mot, ce qui aura manqué durant toute cette crise du Coronavirus. Puis très vite, d'autres termes viennent à l'esprit: manque d'intégrité intellectuelle, de prise de responsabilité, de cohérence. Rien de neuf finalement, simplement, ces manque(ment)s sont devenus plus limpides, tangibles au quotidien, parce que c'est le propre des moments de crises dans l'Histoire: ils agissent comme des révélateurs.

Nous sommes des parents de deux enfants, l'un en primaire et l'autre qui a fait son entrée « à la grande école » dans un contexte inédit. Nous sommes également des professionnels de l'enseignement, dispensant tous deux nos cours dans l'enseignement secondaire général, dans tous les degrés (de la 1^{re} à la Rhéto) et dans un établissement de la Région bruxelloise à l'indice socio-économique très élevé. Nous vivons donc les aléas de la situation présente à travers divers prismes: par nos propres yeux, par le ressenti de nos enfants et de nos élèves et par les commentaires, positifs et négatifs, des parents de nos élèves.

Concernant cette rentrée scolaire 2020 de septembre, le premier constat qui s'impose, comme dans de nombreux autres secteurs, est celui de l'amateurisme, de l'absence de proactivité ou de décisions mûrement réfléchies, à tous les niveaux de pouvoir. Depuis la fermeture des écoles en mars, rien, ou si peu, n'a été fait pour permettre aux écoles d'être réactives et prêtes à assurer de la manière la plus optimale possible la reprise des cours pour l'ensemble des classes et pour offrir aux élèves un semblant de normalité dans leur scolarité mise à mal depuis 6 mois.

Nous laissons sans commentaires les combats de coqs des trois communautés organisant l'enseignement belge: tout comme lors de la reprise partielle des cours en mai, il s'agissait surtout de ne pas déchoir face aux voisins. La Fédération Wallonie-Bruxelles ne cesse d'éditer, depuis mars, des circulaires aux contenus tantôt vagues, tantôt rigides (« quoi qu'il arrive »!), mais toujours changeants, les détails pratiques des opérations étant laissés au soin des « équipes éducatives » (rarement réellement consultées) ainsi qu'aux Pouvoirs

Organisateurs qui restent souvent muets jusqu'à la dernière minute, par manque de directives d'abord, par manque d'organisation et de créativité ensuite. Vient enfin le bout de la chaîne, ceux qui vont vraiment être les acteurs de terrain:

- ➔ les directions, qui doivent (faire) appliquer de belles règles, de bonnes idées sur papier (la distanciation sociale d'un mètre cinquante, par exemple), mais sans aucun moyen supplémentaire, qu'il soit financier, logistique ou humain;
- ➔ les enseignants, qui doivent constamment réorganiser leurs chapitres de cours en un clin d'œil, au gré des scénarios changeants, voire contradictoires, des circulaires officielles et des ordres de service, tout en contournant les écueils de tous les problèmes auxquels personne n'a pensé en amont (spécificité de certains cours, de certains types d'élèves, de certains établissements scolaires...);
- ➔ les parents, qui doivent parfois jongler avec des consignes très diverses et contraignantes, surtout lorsqu'une fratrie est scolarisée à différents endroits, dans différents degrés et/ou avec différentes modalités de cours: règles ou accès aux garderies modifiées, absence de repas chauds ou froids, obligation de fournir deux masques par jour, gel hydroalcoolique personnel conseillé, ou imposé, nécessité d'une connexion quotidienne de l'enfant « au cas où » un devoir aurait été posté sur une plate-forme, enseignement hybride/présentiel/distanciel, etc.;
- ➔ les élèves, qui doivent assimiler un grand nombre de changements et restrictions dans une ambiance pesante et anxiogène, pour certains (pour des raisons variées: socialisation, santé, réussite scolaire).

Second constat: le mépris

Mépris envers l'intelligence humaine, tout d'abord... largement orchestré par les médias: informations contradictoires, chiffres mal digérés et vides de sens, évolution du discours officiel et médiatique en fonction de l'agenda (scolaire et politique). Les contaminations repartent en août? C'est de la faute des jeunes: davantage de contaminations dans la tranche des adolescents et jeunes adultes... mais attention, la rentrée scolaire approche, alors il convient de regagner le capital confiance des parents, qui risqueraient de déscolariser leur(s) enfant(s). Deus ex machina: un collectif de pédiatres, qui s'appuient sur deux articles (non publiés, donc non révisés par un panel éditorial) traitant de situations non adaptables à la population scolaire belge, afin de clamer qu'il FAUT absolument que les élèves rentrent tous ensemble, en présentiel, à 100 % parce qu'évidemment, sinon on court à la catastrophe et on va fabriquer une génération

de névrosés.

Sortis opportunément d'un tiroir, on peut s'interroger sur l'intégrité intellectuelle d'un bon nombre d'entre eux, qui cumulent médecine et fonctions politiques. Leur démarche manichéenne, presque hilarante si elle n'était pas une fraude intellectuelle patente, fait honte à leur profession. Se sont-ils penchés sur les cas de certains élèves, certes pas majoritaires, qui durant le confinement, ont retrouvé du sens à leurs études ? qui évoluaient mieux dans leur apprentissage et étaient motivés par un contact personnel, via les mails, avec l'enseignant ? qui étaient enfin heureux de pouvoir mettre en pause leur phobie scolaire, leurs problèmes de harcèlement, leur ennui d'enfant à haut potentiel face à une institutrice dysorthographique ? Ont-ils écouté les témoignages de parents et d'enfants qui trouvaient qu'en trois mois de travail encadré à domicile (malheureusement, cet encadrement par un parent ou un aîné ne fut pas à la portée de tous), un travail bien plus important qu'en classe avait été accompli sur le plan du volume de matière abordée (pas de perturbation du groupe), de la confiance en soi (aucun stress de l'erreur qui « fait perdre des points »), de la curiosité ? Ont-ils préconisé de réinventer de toute urgence la manière de concevoir les cours pendant cette année scolaire qui allait bien évidemment se passer dans une ambiance de contaminations en yo-yo ?

32

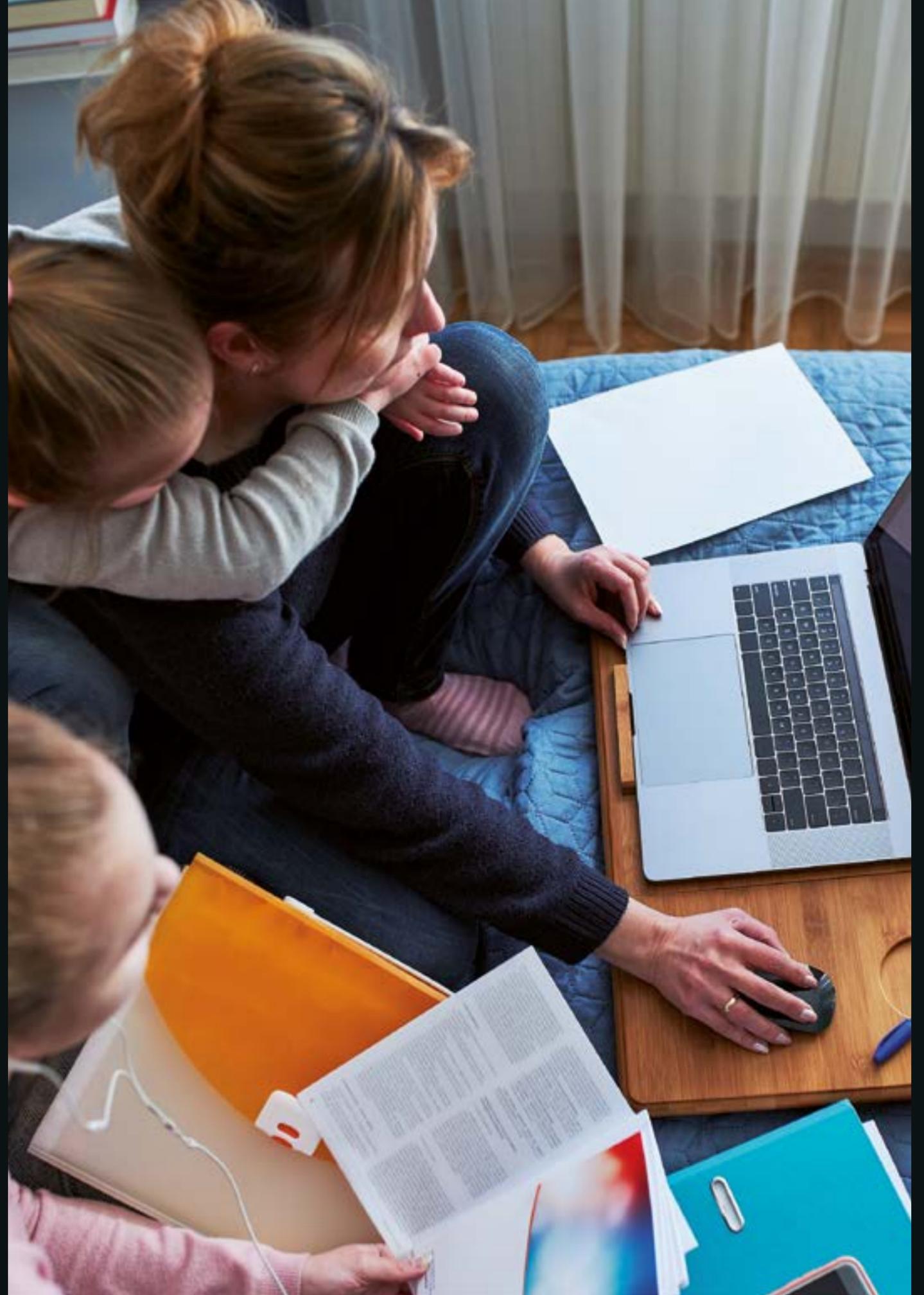
Non, au contraire, il faut prétendre que les enfants sont si peu contagieux, pas tellement malades, sont contaminés par les adultes, sont inaptes à porter un masque (allez dire cela en Corée du Sud ou au Japon, qu'on rigole un bon coup) alors qu'en définitive... personne n'en sait RIEN ! Humilité... dire quelque chose, plutôt que « On ne sait pas » ! Alors évidemment, il y a les chiffres qui montrent que les enfants sont peu touchés. Oui mais... comme ils sont — de fait — très souvent asymptomatiques, ou parfois très peu accablés (sur le terrain, de nombreuses histoires d'enfants testés positifs alors qu'ils n'avaient eu qu'un mal de tête, ou un peu toussé, ou ressenti un coup de mou... choses que l'on ignore généralement et qui passent avec du paracétamol assorti d'un bisou magique), ils sont de facto très rarement testés, donc pas comptabilisés. Passons aussi sur les gros efforts des unités de Promotion de la Santé à l'École, qui font de leur mieux pour attribuer les contaminations à toute autre personne que le voisin de banc ou la copine avec qui on a mangé sans masque. Là, il y a eu une synergie pour éviter le gonflement hallucinant des cas positifs et pour diminuer les mises en quarantaine (des élèves, parce que les professeurs, eux, ne sont que rarement écartés). Une fois remis de leur petit passage à vide, les élèves ont entre-temps contaminé la maisonnée, ce qui permet de dire que c'est la famille et pas l'école qui est la source principale de contamination. Elle est pas belle, la vie ?

Mépris envers les directions

Des normes délirantes leur ont été imposées en termes d'hygiène. Pas délirantes en soi : d'un point de vue épidémiologique, elles ont du sens. Délirantes par la difficulté de mise en application dans les bâtiments vétustes, exigus et souvent insalubres qui servent d'école : pas assez d'éviers, sanitaires déplorables (problème qui traîne depuis un demi-siècle) ; aération très compromise, voire impossible, dans certains locaux ; manque de personnel d'entretien ; matériel inadapté ou inexistant pour un nettoyage en sécurité...

En mai, alors que certaines écoles communales menaçaient de ne pouvoir ouvrir parce qu'il leur était impossible de garantir le respect de ces mesures, une note ministérielle de dérogation aux mesures sanitaires a été rédigée (la note diffère de la circulaire par son caractère confidentiel et non disponible sur enseignement.be). Les directions ont également subi des pressions de la part des Pouvoirs Organisateurs : il fallait ouvrir ! Question d'image, de réputation.

Un travail colossal est abattu pour réorganiser sans cesse les plannings, faire respecter les gestes barrière par les élèves, le personnel (parfois plus rebelle que les élèves), répondre aux angoisses des parents par mail, au téléphone, etc. Cerise sur le gâteau : après avoir travaillé tout l'été pour organiser des groupes et des horaires tenant compte du code couleur « jaune » qui prévoyait une suspension des cours en présentiel le mercredi (pour un nettoyage en profondeur), toutes les règles changent et on invente une nouvelle couleur « orange renforcé ». Puis tout s'agite et ce sont les trois jours en distanciel avant le congé de Toussaint, prolongé de deux jours. Des « mesures de soutien » (encadrement par des professeurs qui arrivent en renfort) furent mises en place par la FW-B pour les écoles à indice socio-économique faible (10/20 ou moins)... et les autres écoles (même celles qui ont 11/20), elles ne reçoivent rien ! Et c'est un scandale absolu, parce que cela veut dire que tous les élèves ne sont plus traités sur un pied d'égalité, qu'on ne leur garantit pas leur « droit à l'éducation » de la même façon. En parallèle de tout cela, on ne lâche rien : la direction doit continuer à organiser les réunions concernant



33

le Plan de pilotage et à demander un rapport urgent en septembre à son équipe, pour savoir ce qui va être mis en place pour rattraper le coup.

Mépris envers les enseignants

Ce fameux rapport, nous dit-on, sert surtout à voir si on a réfléchi à la question. Que va-t-on faire pour encadrer les élèves largués, les raccrocher? C'est positivement insultant. A-t-on besoin d'un questionnaire d'une vacuité rarement atteinte pour réfléchir? Ne pourrait-on pas nous laisser tranquillement agir en professionnels et constater les soi-disant dégâts du confinement? Dans notre établissement, les élèves n'ont finalement pas davantage oublié leurs acquis qu'après un congé d'été classique. Ceux qui ont des problèmes à redémarrer sont ceux qui étaient déjà en déperdition avant le confinement, et qui n'ont réagi à aucune sollicitation sur la plate-forme qui proposait quotidiennement travail, exercices d'approfondissement, contact « *help-desk* » avec leurs professeurs.

Ce type de démarche a été mis en place par de nombreux établissements, mais il faut avouer que certaines écoles ont été plus démunies pour faire face à l'enseignement à distance, et pas seulement en raison de leur public. Ce qui pèse actuellement, c'est de devoir réinventer constamment la roue parce que les règles du jeu changent sans cesse. On ne dispense pas de la même façon un cours on line, un cours hybride ou un cours normal, avec tous les élèves et sans masque-tue-cordes-vocales.

Il existe pourtant une catégorie d' « experts », les conseillers pédagogiques, qui ne peuvent plus faire leur travail auprès des enseignants, depuis le vendredi 13 mars: ils ont eu tout le loisir de plancher sur la réinvention des cours au temps du Corona ou au moins d'en poser les balises... de définir clairement, pour les enseignants comme pour les élèves, ce que signifie « hybridation ». Mais de ce côté, c'est le silence radio. Alors oui, nous tombons comme des mouches (Coronavirus, épuisement, nodules, quarantaines) et la démotivation va bon train. Quant aux professeurs expérimentés, dispensés de revenir au front en mai avec des classes divisées par trois, ils sont très inquiets, car ils sont à présent « bons pour le service » dans des classes surpeuplées (un peu moins depuis le 16 novembre) et voient leur expérience écrasée par le nouveau profil du prof jugé compétent: celui qui fera le plus beau questionnaire dans *Forms*, ou la plus jolie animation sur *Teams*. Peu importe que le contenu soit crétin, que ce soit le grand frère qui remplisse le questionnaire, « l'éducation est devenue une priorité politique nationale », entendez: il faut que les enseignants assurent la plus grande garde du pays. Alors, on ne propose pas des *Duplo*, de

la plasticine ou de la peinture au doigt, nos ateliers s'appellent encore « maths », « biologie », « géographie », mais bon, c'est juste une étiquette. Les ministres ne le disent même plus de manière implicite, désormais. De toute façon, les critères de réussite de juin 2021 seront à coup sûr « allégés ».

Mépris envers les parents

On les abreuve de certitudes à l'allure scientifique, à propos des risques encourus par leurs enfants; on les fait jongler, s'ils sont en télétravail, avec l'utilisation familiale des écrans (oui, de nombreux élèves ont reçu en prêt un ordinateur, mais l'écrasante majorité travaille encore sur un smartphone et explose son forfait, payé par les parents). Les deux jours de « suspension des cours » du 12 et 13 novembre ont été aussi une ruée vers l'or des garderies très prisées... Sans compter qu'on n'a pas vraiment pensé aux parents-profs, qui n'ont parfois (souvent?) su que le soir du 11 novembre ce que leur direction attendait d'eux... c'est-à-dire quand lesdites garderies étaient évidemment quasi complètes.

Mépris envers les élèves

Un grand nombre craint la session des examens de juin, s'inquiète de la matière non vue (alors que tout est relatif!) Ils sont également obligés de travailler toutes fenêtres ouvertes (plutôt sympa lors de la canicule de fin septembre, beaucoup moins drôle aujourd'hui ou quand il pleut), avec un habitus scolaire perturbé: bulletin formatif; examens de décembre initialement maintenus dans certains Pouvoirs Organisateurs, puis supprimés; professeurs qui se passionnent pour le travail en ligne en parallèle du travail en classe... Plus que la crise elle-même, c'est le manque de structure et de cohérence qui les fait souffrir. Ils sont les premiers à pointer les failles des mesures gouvernementales et demandent des explications à leurs enseignants (qui sont censés être neutres et loyaux).

Le monde (scolaire) d'après ?

Finalement, nous ne sommes pas tellement inquiets pour nos élèves ou pour nos enfants. Ils sont adaptatifs, plus calmes que d'habitude en classe: la plupart passeront à travers la crise historique que nous sommes en train de



vivre. Nous sommes beaucoup plus inquiets pour le monde scolaire en général, en voyant que de nombreux collègues en fin de carrière envisagent de prendre une prépension complète au lieu de diminuer graduellement leurs heures, tandis que de jeunes collègues pensent de plus en plus à changer de métier. La crise aura un impact sur la pénurie d'enseignants, c'est certain. En Grande-Bretagne, 50 % des directions pensent quitter leur poste à la fin de l'année scolaire, selon un sondage des syndicats. Ici, on n'ose pas poser la question. Nous sommes également horrifiés par l'absence de remise en question citoyenne et politique, même si c'était à prévoir: même la peste noire du *xiv^e* siècle n'a pas été de taille à faire tomber le Système.

On aurait pu apprendre beaucoup de cette crise, qui démontre la faillite de notre mode de vie. La notion de « résilience » avait été brandie pendant le confinement, mais les conditions de la rentrée scolaire de septembre et de la reprise de novembre (qui prépare la troisième vague et sera en cela aidée par les Fêtes de fin

d'année) démontrent que définitivement, les dirigeants de tous pays s'enlisent par manque d'humilité face à un virus qui ne suit aucune frontière, aucun agenda politique, n'a aucune éthique et ne vise que sa propre survie. Quant à ce dernier point, notre civilisation n'est même plus capable d'y veiller.





Les femmes, premières victimes de la crise sanitaire, en Bolivie

Suite à la démission de l'ex-président Evo Morales et l'entrée du nouveau gouvernement de transition de Jeanine Añez, la Bolivie a sombré dans une crise sociopolitique qui a pris de l'ampleur avec la crise sanitaire. Aujourd'hui, le pays est touché par une crise généralisée, causée par un capitalisme racialisé qui accentue les inégalités entre les groupes ethniques du pays, un système patriarcal oppresseur et la pandémie du coronavirus.

* SolSoc est une organisation non gouvernementale (ONG) de coopération au développement. Avec des organisations du Sud, elle combat l'exclusion et les inégalités en Bolivie, au Burkina Faso, au Burundi, en Colombie, au Maroc, en Palestine, au Sénégal et en République Démocratique du Congo, ainsi qu'en Belgique. Leur objectif commun est de contribuer à la construction d'un monde plus juste et plus démocratique. Faire un don : BE52 0000 0000 5454



Le 22 mars 2020, la Bolivie impose le confinement pour prévenir la propagation du virus. Les actions politiques #Quédate en Casa (#Reste chez toi) et #Lávate las manos (#Lave-toi les mains) ont mis en évidence les inégalités présentes dans le pays, surtout en matière d'accès aux services de santé, à un emploi décent, à un logement adéquat et aux services de base. De plus, afin d'assurer le respect des consignes, le Gouvernement a mis en place un système de contrôle de la population, principalement dans les villes, afin d'endiguer la pandémie.

Afin d'amortir la baisse des revenus des familles, le Gouvernement a mis à disposition des « bons d'aide économique » destinés aux populations les plus vulnérables. Cette aide s'est rapidement révélée largement insuffisante, la somme totale des bons (201 US\$) équivalant à peine aux deux tiers du salaire minimum national. De plus, le gouvernement bolivien n'a pas été capable de proposer un plan stratégique pour assurer la continuité des services de santé auprès de la population lors de la pandémie. La saturation des services de santé a reporté la responsabilité des soins sur les familles, qui se sont vues dans l'obligation de traiter les malades à la maison, dans des logements souvent trop exigus pour permettre un isolement des malades.

Enfin, l'arrêt brutal de toute une série d'activités économiques dû au confinement a aggravé les inégalités sociales. Selon l'Institut National de Statistique de Bolivie, le taux de chômage s'élèverait à 11,8 %. Les pénuries sur le marché du travail affectent directement les familles qui se retrouvent à la limite du seuil de pauvreté. Avec la difficulté, voire l'impossibilité, de générer des revenus, plusieurs d'entre elles ont sombré dans la précarité. Et cela représente aujourd'hui 83,3 % de la population économiquement active du pays.

Les femmes, premières victimes de la crise

Le secteur informel est le plus touché par la pandémie, les petites activités avec des revenus journaliers se sont arrêtées du jour au lendemain. Cette situation affecte majoritairement les femmes, qui composent 80 % de ce secteur, et a pour conséquence la perte de 70 % de leur revenu. Dans le secteur formel,

les femmes ouvrières qui, déjà avant la crise, devaient accepter des conditions de travail particulièrement difficiles, se voient aujourd'hui obligées, d'accepter des conditions de travail indécentes (journée de plus de 8 heures, revenu inférieur au salaire minimum, sans protection sociale ni congé de maternité). En outre, plusieurs d'entre elles ont perdu leur emploi suite à une vague de licenciements massifs et de fermetures d'entreprises.

Comme souvent, les femmes boliviennes n'apportent pas seulement une source de revenus pour le foyer, elles assurent également les tâches ménagères et les soins des membres de la famille. Avec le confinement, elles ont vu leur temps de travail augmenter jusqu'à 3 fois. Elles doivent assumer l'éducation des enfants qui n'assistent plus à l'école, les tâches domestiques en amont et leur emploi pour garantir un revenu minimum. Les femmes sont aussi celles qui prennent en charge les soins au sein du noyau familial. Si un ou une des membres de la famille est contaminé par le Covid-19 et tombe malade, ce sont les femmes qui vont s'en occuper tout en risquant leur propre santé, car elles ne disposent pas du matériel nécessaire pour assurer leur sécurité.

Les contagions ne sont pas les seuls dangers auxquels les femmes doivent faire face. Depuis le début du confinement, les féminicides et violences faites aux femmes ont explosé. De mars à août, 8133 cas de violences contre les femmes ont été recensés, dont 6540 sont des cas de violence intrafamiliale. Les agressions sexuelles ne cessent d'augmenter avec 369 cas de viol et 352 cas d'agressions sexuelles envers des enfants. 2020 compte déjà 83 cas de féminicides, et plus de la moitié ont eu lieu à cause du confinement. Ces violences augmentent jour après jour, car la situation actuelle oblige les personnes vulnérables à partager l'espace de vie avec leur agresseur.

Face à cela, les femmes boliviennes se mobilisent! Plusieurs d'entre elles sont en première ligne pour lutter contre le virus, occupent la majorité des emplois au sein du secteur de santé, de l'agroalimentaire et de la propreté publique. Certaines d'entre elles ont fait le lien entre la ville et la campagne afin d'assurer l'approvisionnement alimentaire et se sont également organisées pour assurer des repas collectifs.

Toutes ces actions ont été guidées par un élan de solidarité entre citoyens/citoyennes.





**Après 2020,
Annus horribilis...**

ON PEUT TOUJOURS RÊVER!

**TOUTE L'ÉQUIPE DE PROJEUNES VOUS SOUHAITE UNE ANNUS MIRABILIS
PLEINE DE PROJETS ET SERA TOUJOURS À VOS CÔTÉS POUR 2021!**

KIT OJ



DIFFÉRENTES POSSIBILITÉS

1/kitoj.be

L'outil est en téléchargement gratuit sur kitoj.be
Le site propose aussi des informations supplémentaires sur le secteur avec notamment une liste de ressources possibles pour financer vos projets, des vidéos, les textes légaux...

2/Prêt

Vous pouvez emprunter gratuitement l'outil:
boulevard de l'Empereur 15 bte 3000 à 1000 Bruxelles
Pour ce faire, complétez le formulaire: kitoj.be/contact

3/Lors des ateliers prévus à l'agenda

Nous organisons régulièrement des ateliers Kit OJ.
Pour vous tenir au courant: projeunes.be

4/Lors d'un atelier sur demande

Nous pouvons venir animer votre équipe avec le Kit OJ.

Outilthèque Kit OJ: kitoj.be/outiltheque

Le Kit OJ est un jeu pédagogique qui a pour ambition d'aider les volontaires et les travailleurs du secteur OJ à être mieux outillés pour pouvoir s'insérer de manière optimale dans les dynamiques sectorielles, mieux comprendre le décret OJ, avoir une réflexion sur des questionnements propres au secteur.

ENVIE DE DÉCOUVRIR LE KIT OJ?

CONTACT

02 502 35 02

projeunes.be - formations@projeunes.be



SERVICES



Latitude Jeunes asbl | latitudejeunes.be



Excepté Jeunes asbl | exceptejeunes.be



Promo Jeunes asbl | promojeunes-asbl.be



OxyJeunes asbl | oxyjeunes.be



PhiloCité asbl | philocite.eu



Comité InterUniversitaire des Étudiants en Médecine
cium.be

AUTRES



Réseau Castor asbl | castor.be



TYN asbl | tynasbl.be

MOUVEMENTS



Faucons Rouges asbl | fauconsrouges.be



MJS asbl – Mouvement des Jeunes Socialistes
jeunes-socialistes.be



Jeunes FG TB asbl | jeunes-fgtb.be

FÉDÉRATIONS DE CENTRES DE JEUNES ET D'ORGANISATIONS DE JEUNESSE



ProJeuneS asbl | projeunes.be



CIDJ asbl | cidj.be



For' J asbl | forj.be



ASBL Fédération des jeunes socialistes et progressistes

44

